

# L'après 2<sup>ème</sup> guerre mondiale et la reconstruction d'une économie mondialisée

Ce cours vous est proposé par Eric Rougier, professeur d'économie, Université de Bordeaux et AUNEGe, l'Université Numérique en Économie Gestion.

## Table des matières

<b>Guerre froide, décolonisation(s) et structuration du monde en trois blocs .....</b>	<b>3</b>
Le nouveau contexte des relations internationales : Les trois grands blocs de la guerre froide .....	3
Le bloc des pays capitalistes .....	4
Le bloc des pays communistes .....	5
Le « bloc » très hétérogène des pays en développement .....	7
Les effets de la période coloniale .....	8
Des États à faible légitimité .....	9
<b>La reconstruction d'une économie mondiale, intégrée, pacifiée et stable .....</b>	<b>10</b>
Introduction et objectifs .....	10
Le nouvel ordre commercial mondial : le GATT et la régionalisation du commerce .....	10
Un contexte mondial inédit : Reconstruction, stabilisation et re-mondialisation .....	12
Le plan Marshall (1947-51) : Reconstruire l'Europe et le Japon en écoulant les surplus américains .....	14
Le Système Monétaire International (SMI) de Bretton-Woods : l'hégémonie du dollar .....	15
<b>Les « trente glorieuses » : une période de convergence économique planifiée .....</b>	<b>16</b>
Introduction et objectifs .....	16
Les « 30 glorieuses » : De quoi parle-t-on ? .....	16
Les caractéristiques macroéconomiques des « Trente Glorieuses » .....	17

Les explications « économiques » des 30 glorieuses : Investissement et gains de productivité .....	19
La mise en place d'un capitalisme mixte fortement régulé par l'Etat .....	20
<b><i>Les « trente glorieuses » : une régulation socio-économique du capitalisme inédite</i></b> .....	<b>22</b>
Introduction et objectifs.....	22
L'Etat providence .....	22
Le nouveau mode de régulation "Fordiste" .....	25
Un régime nouveau de régulation pour des économies de plus en plus ouvertes .....	26
Les nouvelles régulations assurent la prospérité pour tous et réduisent les inégalités .....	28
<b><i>Des trajectoires et stratégies contrastées de sortie de la pauvreté dans les pays en développement</i></b> .....	<b>29</b>
Introduction de la section et objectifs.....	29
Les stratégies de développement par la promotion et la substitution des exportations : Asie de l'est et du sud-est .....	30
Décolonisation, indépendance et contexte intellectuel des stratégies de développement .....	31
Les trajectoires de développement par l'agriculture et les ressources naturelles : Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne.....	33
Les Stratégies d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) : Afrique du nord et Amérique latine.....	34
Des trajectoires de réussite hétérogènes.....	36
<b><i>Déséquilibres financiers et crises de dettes généralisées dans les pays en développement</i></b> .....	<b>36</b>
<b>Références</b> .....	<b>40</b>

A la fin de cette section vous saurez :

- Décrire les trois blocs qui structurent l'économie mondiale pendant les trente glorieuses
- Expliquer les différences entre les systèmes économiques des trente glorieuses
- Décrire de la dimension économique de la guerre froide
- Décrire les effets de long terme de la colonisation dans les pays en développement.

## Guerre froide, décolonisation(s) et structuration du monde en trois blocs

La 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale a dessiné les lignes de fractures du monde qui va suivre. Dès la fin du conflit, les grandes puissances se réorganisent autour de 3 blocs qui structureront la période de la guerre froide qui ne s'achèvera qu'à la fin des années 1980 : le bloc capitaliste, le bloc communiste et le « Tiers monde » ou les anciennes colonies du bloc capitaliste. L'affrontement autant idéologique, que politique et économique entre les trois blocs s'appelle la guerre froide. Même si elle est politique et militaire et diplomatique, la guerre froide a également une importance économique.

### Le nouveau contexte des relations internationales : Les trois grands blocs de la guerre froide

De 1945 au début des années 1990, le monde se divise en trois blocs plus ou moins homogènes de pays. Ces blocs correspondent également à des systèmes économiques très différenciés. Les principales dimensions de différenciation concernent le mode principal de régulation des activités économiques (marché ou plan) et le mode d'appropriation des moyens de production (privé ou public).

**Tableau 5.1.1.** Les différents modèles économiques de la guerre froide

		Mode de régulation des activités économiques	
		Marché	Plan
Mode d'appropriation des moyens de production	Privé	<b>Capitalisme de marché</b> Etats-Unis, GB, Allemagne et Europe, Japon, Corée, France après 1970s	<b>Capitalisme planifié</b> Japon, Corée, France jusqu'aux 1970s
	Public	<b>Socialisme de marché</b> Chine à partir des 1980s	<b>Socialisme planifié</b> URSS avant 1990s, Chine avant 1980s

Le bloc capitaliste adopte un modèle de capitalisme de marché ou de capitalisme planifié (jusqu'aux années 1970s) avec propriété privée des moyens de production et une coordination des activités qui se fait soit par le marché pur, soit par une articulation de marché et de planification stratégique des investissements publics et privés. Le bloc communiste adopte un

système de socialisme planifié sans propriété privée et sans marché. En ce qui concerne les pays en développement, ils adopteront des systèmes économiques divers comme le montre la section 5 de ce chapitre.

Entre les blocs capitaliste et socialiste hérités de la 2GM, l'affrontement est fondamentalement politique : influence diplomatique, conflits armés indirects, course à la puissance militaire et technologique. Ils n'ont pas de relation économique directe, de type concurrence, car il n'y a ni échanges commerciaux ni investissements entre eux. Les deux blocs se livrent en fait à une guerre symbolique à distance à travers des performances de production ou d'innovation technologique (conquête spatiale).

Un champ important d'affrontement est la conquête des anciens territoires coloniaux ou des pays nouvellement indépendants à la fin de la 2GM. Dans le cadre de la doctrine Truman (1947) par laquelle les États-Unis décident d'offrir une compensation économique et militaire à tous les pays renonçant à mettre en place un régime communiste, les États-Unis et leurs alliés du bloc capitaliste dépensent des moyens financiers (plan Marshall), politiques et parfois militaires (OTAN) importants afin d'endiguer la propagation du communisme au-delà de ses limites de 1945. Les politiques d'influence américaine et soviétique auront des conséquences importantes sur les types de système économique et les trajectoires de développement d'un grand nombre de pays pendant la deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle qui dépendront très fortement de leurs liens financiers et diplomatiques avec les deux grands blocs.

## Le bloc des pays capitalistes

Le bloc des pays capitalistes inclut la plupart des pays européens et américains qui ont démarré leur industrialisation au 19<sup>ème</sup> siècle et quelques pays asiatiques d'industrialisation plus tardive comme le Japon ou la Corée du sud.

Ce bloc est dominé par les États-Unis qui sont devenus entre les deux guerres mondiale la puissance économique dominante, à la fois du point de vue industriel et monétaire. A la fin de la 2GM, les États-Unis ont affirmé leur position dominante sur l'ensemble de l'économie mondiale. Ils ont largement financé l'effort de guerre et la victoire en mettant à disposition des alliés leur production industrielle (véhicules, armes, uniformes, chimie) qui a plus que doublé entre 1935 et 1945 (plus de 10% de croissance annuelle en moyenne). Ils détiennent également 80% des stocks d'or mondiaux.

Les EU sortent de la guerre avec une avance dans les domaines technologiques et sociologiques également. Les principales inventions de la troisième révolution technologique ont été faites aux EU. C'est également là qu'a été inventée la **société de consommation** et le **mode de régulation Fordiste** du capitalisme industriel.

Les autres pays du bloc capitaliste vont mettre à profit la période de reconstruction et de stabilité économique de 1945 à 1970 pour rattraper leur retard sur les EU. Dès les années soixante, les pays du bloc capitaliste (Amérique du nord, Europe de l'ouest, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon) présentent des caractéristiques socio-économiques et technologiques proches. Un capitalisme périphérique se développe également dans de nombreux pays latino-américains (Brésil, Argentine, Mexique, Chili) et asiatiques (Corée du sud, Taiwan) avec des succès divers.

Les EU se servent de leur avance économique et technologique et de leur position de vainqueur de la 2<sup>GM</sup> pour soutenir très activement la dynamique de reconstruction des économies des pays belligérants, y-compris l'Allemagne et le Japon, grâce à des aides et à des projets ambitieux de libéralisation de l'économie mondiale. Les vainqueurs de 1945 ont tiré les leçons de la politique française d'intransigeance vis à vis de l'Allemagne et des réparations de guerre en 1918 qui a provoqué la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Dès 1943, les EU et la GB réfléchissent à un nouvel ordre monétaire et économique, basé sur le dollar, qui permettra de stabiliser les valeurs des monnaies et les coûts du commerce international après la guerre. Avec le plan Marshall et d'autres initiatives comme le GATT visant à faciliter les échanges internationaux, les EU imposent leur hégémonie sur le bloc des économies capitalistes qui se reconstruisent progressivement à partir de 1945.

## Le bloc des pays communistes

Face au bloc constitué par les pays capitalistes existe un autre système économique radicalement opposé en ce qui concerne la place du marché et la propriété du capital. Le socialisme planifié du bloc soviétique et de la Chine concerne près d'un tiers de la population mondiale en 1960. Ce système est basé sur :

- La propriété collective des moyens de production exercée par l'état au nom du peuple
- L'absence de marché et de prix de marché suppléé par une allocation planifiée des ressources par l'état
- Un égalitarisme basé sur la taille des familles et l'âge (à chacun selon ses besoins) et organisé via le rationnement

Le bloc socialiste parvient à des résultats économiques significatifs dans un certain nombre de secteurs dans lesquels la coordination centralisée ne pose pas trop de problèmes : industries lourdes, secteurs des biens d'équipement (machines, camion, trains, avions ...), ainsi que dans

les services d'éducation et de santé. Le tableau 5.1.1 montre ainsi que la part du monde collectiviste communiste dans la production industrielle mondiale augmente significativement entre 1938 et 1971. Sa part du commerce mondial augmente aussi pendant cette période grâce au COMECON qui organise le commerce entre "pays frères" communiste (voir ci-dessous).

**Tableau 5.1.1.** Répartition de la production industrielle et du commerce mondial entre les trois blocs

		Monde capitaliste		Monde collectiviste		Tiers-monde
Années		Dont E-U		Dont URSS		
Part dans la production industrielle mondiale (en %)	1936-38	76	32	19	19	5
	1963	62	32	29	19	9
	1971	61	33	26	16	13
Part dans le commerce mondial (en %)	1938	64	10	1	1	35
	1948	59	16	5	2	36
	1963	63	11	12	5	25
	1971	68	13	10	5	22

De façon similaire aux Etats-Unis dans le bloc capitaliste, l'URSS met en place progressivement son hégémonie économique et politique sur un nombre croissant de pays « frères » adoptant des systèmes communistes (Chine, Europe de l'est). La décolonisation en Afrique et en Asie accélère le mouvement et de nombreux pays nouvellement indépendants se placent sous l'influence de l'URSS dans le bloc communiste.

Face au Plan Marshall des EU, le COMECON (CAEM en français pour Conseil d'Assistance Economique Mutuelle) créé par l'URSS, la Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie en 1949 est créé pour organiser l'entraide et les complémentarités de production entre les pays « frères ». Le système organise la compensation multilatérale des échanges entre les pays du COMECON, grâce à une unité de compte (le rouble transférable) de la valeur des importations et exportations.

Ce système a permis de créer une complémentarité économique entre des pays communiste aux spécialisations différentes (agriculture, sidérurgie, biens de consommation ...) et qui avaient banni les marchés et les prix. Toutefois, il a été dominé par l'URSS qui s'en est servi pour s'assurer des approvisionnements souvent au dépend des pays frères, en utilisant notamment de l'obligation d'utiliser sa monnaie, le rouble, et les subventions et prêts en roubles comme arme de domination. Le fonctionnement du COMECON a instauré et approfondi la dépendance économique et monétaire des pays du bloc communiste à la puissance hégémonique soviétique.

Enfin, la coordination centralisée ne parvient pas à organiser la satisfaction des besoins de biens de consommation qui nécessitent de la flexibilité et de l'innovation, c'est à dire une coordination décentralisée par les prix, au plus près de besoins, et l'opportunisme des entrepreneurs pour répondre à ces besoins. Le modèle socialiste planifié enregistrera notamment des grandes périodes de famine ou de pénurie qui diminueront le niveau et la qualité de vie de la population.

Si l'on ajoute à ça l'absence de libertés politiques et le contrôle social et économique total d'une minorité sur la majorité, on comprend comment ce système économique a pu imploser brutalement à la fin des années 1990 en URSS, faute de réformes. En Chine, en revanche, les réformes d'intégration progressive de mécanismes de marché dès 1978 permettront au système socialiste autoritaire de se maintenir jusqu'à aujourd'hui, même si l'économie chinoise est désormais capitaliste.

## Le « bloc » très hétérogène des pays en développement

**Un troisième bloc** plus hétérogène et au sein duquel s'opposent les deux grands blocs capitalistes et communiste structure l'économie mondiale des trente glorieuses, c'est celui de pays en développement anciennement colonisés ou non qui a d'abord été qualifié de Tiers Monde<sup>[1]</sup>.

La période 1945-1975 est marquée par la décolonisation pour un grand nombre de pays en développement en Asie (Inde et Pakistan en 1947, Indonésie en 1949, Vietnam en 1955) puis en Afrique (Maroc et Tunisie en 1956, Ghana en 1957, Algérie en 1962, colonies françaises d'Afrique de l'Ouest et anglaises d'Afrique de l'est dans les années 1960, colonies portugaises dans les années 1970).

Les pays qui composent ce troisième groupe sont un enjeu pour les deux blocs capitalistes et communistes qui les courtisent pour les faire tomber dans leur giron, notamment au moment de leur indépendance. Face à cette lutte d'influence, les pays en développement affirment la doctrine du non-alignement (ni sur le bloc capitaliste, ni sur le bloc communiste) à la Conférence de Bandung dès 1955 sous l'impulsion des dirigeants indien, indonésien, égyptien et chinois (Amal Abdel Nasser, Jawaharlal Nehru, Soekarno et Zhou Enlai). Par cette doctrine, ils revendiquent leur droit à décider d'eux-mêmes du type de système économique (et politique) qu'ils choisissent de mettre à la disposition de leur peuple et nation nouvellement indépendants.

---

<sup>1</sup> L'expression « Tiers-Monde » est entrée si facilement dans les habitudes de langage que peu se souviennent encore que le démographe Alfred Sauvy, en 1952, signifiait par elle « ce Tiers-Monde ignoré, exploité, méprisé, comme le Tiers-Etat qui veut lui aussi être quelque chose » (*Trois mondes, une planète*, L'Observateur, 14 août 1952, n°118, page 14).

Les pays en développement du troisième bloc ont été contraints d'adopter des systèmes économiques adaptés au prélèvement de la rente (agriculture, ressources naturelles, travail) par les puissances coloniales avant de devenir indépendants. Une fois indépendants, les pays en développement adopteront un des trois systèmes décrits dans le tableau selon un ensemble de facteurs historiques (continuité ou rejet du modèle du colon, soutien d'un des blocs à la décolonisation) et contingents (profil des leaders, événements, guerre ...) : capitalisme de marché (Inde, Chili (Pinochet), Brésil, Argentine, Mexique), capitalisme planifié (Asie du sud-est : Algérie, Corée du sud, Taiwan, Chili Allende) et socialisme planifié (Vietnam, Cambodge, Mozambique, Ethiopie). Le bloc capitaliste, dominé par les EU, et le bloc communiste, dominé par l'URSS vont chacun de leur côté chercher à exercer une influence internationale sur les modèles économiques adoptés par les pays en développement au moment de leur indépendance et après leur indépendance à travers des flux importants d'aide au développement.

## Les effets de la période coloniale

Après les indépendances politiques, les effets de la période coloniale sur le développement des pays pauvres vont persister longtemps, comme le montrent les travaux récents de la nouvelle histoire économique (encadré 5.1.1.). Ces travaux importants montrent que les petites variations initiales dans les formes de la colonisation génèrent de grands écarts de développement à long terme, même après la colonisation, car les écarts ne se résorbent pas, mais ils ont tendance à s'accroître avec le temps. La mise en place d'institutions économiques et politiques servant prioritairement les intérêts de la métropole et non ceux de la population locale dans certaines colonies d'extraction de ressources naturelles a par exemple empêché le développement d'une perception positive de la légitimité de l'État du consentement à payer l'impôt dans les populations locales.

### Encadré 5.5.1. Les effets de long terme de la colonisation

*Même si les puissances coloniales investissent dans l'éducation, la santé et les infrastructures, ces investissements ne sont pas suffisants pour porter le développement des populations colonisées, même après les indépendances (Huillery, 2017). Dans une des études les plus connues sur la question (Acemoglu et al., 2001), des économistes américains ont montré que les colonies comme les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie) qui possédaient un environnement sanitaire favorable pour les Européens ont bénéficié d'institutions politiques et économiques plus favorables au développement (liberté d'entreprendre, démocratie, respect du droit ...) parce qu'elles ont été des colonies de peuplement. A contrario, les colonies par ailleurs identiques mais qui possédaient un environnement sanitaire défavorable à l'installation des Européens (comme en Afrique subsaharienne*



*ou en Asie du Sud-Est) ont reçu des institutions politiques et économiques favorisant l'extraction des ressources naturelles et l'exploitation des population locales (inégalité d'accès aux droits économiques et politiques) qui furent néfastes à leur développement de long terme. La durée de la colonisation compte aussi : une colonisation ayant duré un plus grand nombre d'années a induit un développement économique plus important sur le long terme qu'une colonisation plus courte, probablement parce que les effets négatifs de la destruction des institutions politiques et sociales, l'extraction des ressources ou encore l'asservissement de la population n'ont pas le temps d'être compensés par les investissements, les migrants et les biens reçus de la métropole (Feyrer et Sacerdote, 2009). Ceci pourrait expliquer que l'Argentine, le Pérou ou les territoires d'outre-mer français qui furent colonisés pendant très longtemps se trouvent en moyenne aujourd'hui dans une situation économique meilleure que les pays d'Afrique subsaharienne dont les institutions locales furent détruites par une colonisation brutale et courte sans remplacement par des institutions importées favorables au développement. D'autres travaux récents montrent qu'en Afrique de l'ouest, les régions qui ont reçu le plus d'investissements publics d'éducation, de santé et d'infrastructure au début de la période coloniale au début du 20ème siècle ou celles ayant le plus de migrants européens car elles étaient politiquement plus dociles enregistrent aujourd'hui des indices de développement humain supérieurs aux régions qui, pourtant comparables au départ, en ont reçu moins (Huillery, 2009).*

## Des États à faible légitimité

N'ayant ni la capacité de prélever l'impôt ni la volonté d'investir dans les biens publics bénéficiant à la population, les États sont restés des États à faible légitimité et capacité à prélever l'impôt et à offrir des services publics faibles, facilement manipulables par les puissances étrangères et devant user de la violence pour imposer ses politiques. Ceci a limité le potentiel de croissance économique de long terme et renforcé l'hostilité des populations à l'égard de l'État, et ainsi de suite. Le dualisme économique et le secteur informel sont une des conséquences de ce cercle vicieux par lequel l'État manque de légitimité pour lever l'impôt et de ressources pour recenser les entreprises, et la population ne cherche pas à respecter les règles fiscales car elle n'attend rien de l'Etat en retour.

# La reconstruction d'une économie mondiale, intégrée, pacifiée et stable

## Introduction et objectifs

La Seconde Guerre mondiale, conflit le plus désastreux de tous les temps, n'a entraîné que de faibles changements dans la production mondiale globale. En revanche, elle a provoqué une remise en question radicale de la hiérarchie des puissances engagées dans la guerre et un changement tout aussi radical en matière de gouvernance de l'économie internationale. Les historiens sont d'accord pour considérer que les transformations économiques profondes que connaissent les économies industrielles entre 1945 et 1975 sont la conséquence de la mise en place d'un nouveau cadre économique international par les grandes nations qui s'étaient combattues pendant la 2GM.

A la fin de cette section, vous saurez :

- Présenter le contexte et les outils de la reconstruction des économies européennes après la 2GM
- Expliquer comment les Etats-Unis sont devenus une puissance économique et monétaire hégémonique
- Expliquer les principes et les effets du Gold Exchange Standard
- Expliquer les grands principes de la gouvernance du commerce mondial (Clause de la nation la plus favorisée, clause du traitement national, Système des Préférences Généralisées)
- Appliquer le Triangle d'incompatibilité de Mundell à l'analyse de la régulation macro-économique dans des contextes historiques différents

## Le nouvel ordre commercial mondial : le GATT et la régionalisation du commerce

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en français) est signé le 30 octobre 1947 par 23 pays. L'objectif principal de l'accord est de faire baisser les prix pour les consommateurs, mieux utiliser les facteurs de production et favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays détient un avantage comparatif grâce à la liberté des échanges. Il se fonde pour cela sur un objectif de concurrence loyale en visant à supprimer les entraves aux échanges, qu'elles soient tarifaires ou non (droits de douane, contingentement, subvention à l'exportation, dumping).

## Trois principes fondamentaux

Pour atteindre la forme la plus avancée de concurrence loyale et de libéralisation des échanges dans un cadre multilatéral, trois principes fondamentaux sont appliqués dans le cadre de grandes négociations (rounds) multilatérales :

- La clause de la nation la plus favorisée (*principe de non-discrimination - article 1*) : un pays qui accorde un avantage commercial à un autre pays doit l'étendre immédiatement aux autres pays signataires de l'accord.
- La clause du traitement national (*principe de réciprocité - article 3*) : chaque pays s'engage à appliquer les mêmes règles (fiscalité, normes) sur son territoire au niveau des entreprises et produits étrangers qu'au niveau des entreprises et produits nationaux.
- La consolidation des accords : (article 2) on ne revient pas sur un accord antérieur (par exemple une baisse de droit de douane) et toute accession d'un nouveau pays à l'accord doit s'accompagner de sa part d'une offre de baisse de tarifs. Ainsi, une fois fixés, les tarifs douaniers ne peuvent plus être augmentés, sauf cas de clause de sauvegarde, sans compensation auprès des partenaires commerciaux (droits anti-dumping).

## Libéralisation des échanges commerciaux internationaux

Sur la base du principe simple par lequel les pays échangeant un produit s'entendent sur un tarif douanier qui s'étend alors aux autres parties contractantes, le GATT a impulsé un mouvement considérable de libéralisation des échanges commerciaux internationaux entre 1947 et 1973. Les 23 pays signataires du Kennedy Round (1964-1967) représentant 80% du commerce mondial du round initial de Genève parviennent par exemple à un abaissement de 35% en moyenne des tarifs douaniers sur 45000 articles manufacturés, soit la libéralisation de la moitié des échanges mondiaux. De 1947 à 1973, la diminution des droits de douane fut la préoccupation majeure des cycles de négociations, les négociations deviennent multilatérales et portent sur une réduction linéaire des tarifs douaniers, puis sur leur harmonisation, et pour la première fois sur le dumping.

Sous les conditions que l'accord régional ne doit pas conduire à un relèvement des tarifs appliqués aux pays tiers et que les barrières internes de la zone soient abolies dans un délai raisonnable, le GATT autorise que des zones régionales de libre-échange soient mises en place parce qu'elles contribuent à instaurer la concurrence loyale et de libéralisation des échanges dans un cadre régional.

## La régionalisation de l'économie mondiale

La **construction économique européenne** relève de ce processus de régionalisation de l'économie mondiale. Il s'agit du regroupement d'Etats-Nations dans des ensembles politiques et/ou économiques plus ou moins fédérés, c'est-à-dire d'une intégration régionale qui lie des

pays géographiquement proches à travers des relations économiques dépassant alors les frontières politiques pour favoriser la formation de marchés dits intégrés. L'Union européenne est l'une des premières formes abouties de ce processus. A partir de la fin des années 1980, nombreux seront les accords commerciaux signés sur des initiatives similaires (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est...)

## Un contexte mondial inédit : Reconstruction, stabilisation et re-mondialisation

L'objectif de la mise en place d'une **gouvernance multilatérale** de l'économie mondiale est d'éviter la répétition du gâchis de l'entre-deux guerres (instabilité et replis nationaux) en renouvelant les modalités de coopération en États. En 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la charte de l'Organisation des Nations unies (ONU) est ainsi signée à San Francisco. Elle tire les leçons à la fois de l'impuissance de la Société des Nations (SDN) et des désordres économiques de l'entre-deux-guerres, en particulier de la crise économique de 1929 (la Grande Dépression). Elle fait alors beaucoup plus attention à la coopération économique internationale. Les chapitres IX et X de la Charte affirment même la nécessité de créer les outils internationaux pour développer cette coopération.

Ce nouveau cadre international qui doit garantir la pacification est orienté vers les grands objectifs de **reconstruction**, de **stabilisation** et de **re-mondialisation**. Il s'agit clairement d'éviter au lendemain de la seconde guerre mondiale l'immense gâchis de l'entre-deux guerres qui s'était caractérisé par le repli, la fermeture des économies sur elles-mêmes et leurs colonies lorsqu'elles en avaient. Le résultat de ce protectionnisme forcené avait été désastreux en rendant commerce international et croissance économique atones pendant toutes les années 1930.

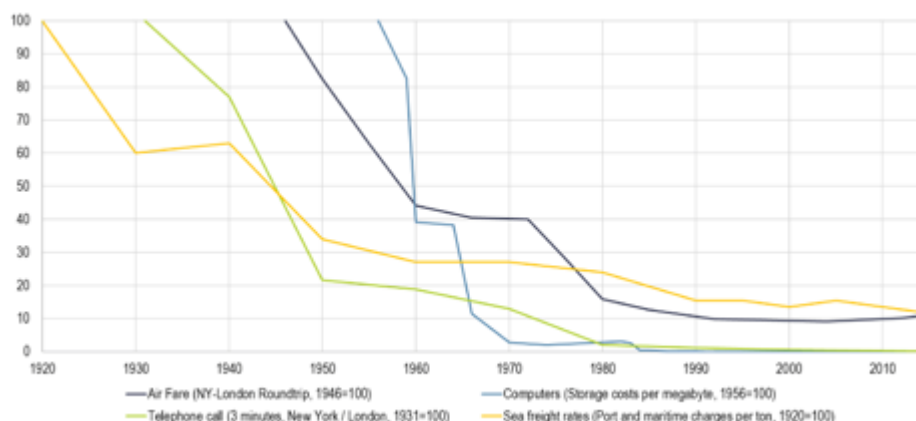
### L'accélération du commerce international

L'immédiat après-guerre est caractérisé par un rebond véritable qui sera suivi par une accélération continue : le volume moyen des exportations mondiales croît de 6,1% par an de 1953 à 1958, de 7,4% de 1958 à 1963, de 8,3% de 1963 à 1968 et de 9,2% de 1968 à 1973. C'est quasiment le double du taux de croissance du PIB mondial qui est lui-même exceptionnel. Le taux d'exportations des marchandises de l'Europe occidentale passe de 9,3% en 1950 à 15,9% en 1970 à prix constants. Après le commerce, ce sont les investissements directs, les mouvements de capitaux qui vont s'accélérer.

L'accélération du commerce mondial s'explique d'abord par des facteurs économiques puisque c'est pendant la période des 30 glorieuses que les coûts du commerce international

connaissent une chute historique comme le montre le graphique 5.4.1. Le renforcement des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires provoque l'abaissement continu et sensible des coûts de transports. Il en est de même des coûts de communication ou de coordination qui chutent sur la même période et rendent encore plus simple l'organisation de la production et du commerce à une échelle globale.

**Graphique 5.2.1.** La chute des coûts du commerce international (transport aérien en bleu foncé, transport maritime en jaune, stockage de données numériques en jaune, communications téléphoniques en vert) pendant les trente glorieuses.



## Un nouvel ordre économique international

Mais l'internationalisation rapide des économies s'explique aussi par la volonté politique de mettre en place un nouvel ordre économique international par les politiques commerciales et monétaires favorisant les échanges. Tout d'abord, le plan Marshall renforce la domination de l'économie américaine via ses crédits et des exportations mais accélère la reconstruction des pays détruits par la guerre (voir la sous-section 5.2.4). Puis, avant même la fin de la 2GM, en juillet 1944, à la conférence de Bretton-Woods deux projets de reconstruction économique et monétaire s'affrontent, le projet soutenu par les États-Unis finissant par s'imposer et consacrer l'hégémonie du dollar dans le système monétaire international.

Enfin, dès 1946, la volonté de libérer les échanges internationaux est proclamée à la « conférence des Nations unies pour le commerce et l'emploi » de la Havane» avant que la conférence de Genève mette en place le General Agreement on Tariffs and Trade en 1947 (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dont l'objectif fondamental est de favoriser les échanges internationaux en réduisant progressivement les tarifs douaniers à l'issue de « rounds » successifs de négociation entre les nations.

## Le plan Marshall (1947-51) : Reconstruire l'Europe et le Japon en écoulant les surplus américains

En 1945, les pays européens et le Japon finissent la 2<sup>GM</sup> détruits, endettés, et exposé à des risques de pénurie (notamment alimentaire) et de misère endémique et des risques « *de dislocation économique, sociale et politique très graves* » (dans les propres termes du Secrétaire d'État Marshall).

En juin 1947, les Etats-Unis mettent en place un plan d'aide aux pays européens et le Japon dont les besoins de reconstruction sont énormes et qui sont sous la menace d'une expansion du communisme : L'*European Recovery Program* ou Plan Marshall sera voté en 1948. La supervision des fonds du plan Marshall est assurée par une nouvelle organisation supranationale (l'Organisation européenne de coopération économique) créée le 16 avril 1948. L'OECE organise également la coopération entre les pays participants au programme de relèvement européen et la coordination entre leurs programmes de production (sera remplacée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en 1961).

le Plan Marshall correspond à une aide totale de 13 milliards de dollars (environ 130 milliards de dollars d'aujourd'hui soit près de deux années d'APD européenne). Cette aide est allouée à 17 pays<sup>2</sup> sous forme de dons, de prêts ou en nature sur une période de quatre années (1948-1951) et elle est associée d'une assistance technique pour de nombreux ingénieurs et industriels européens.

Le plan Marshall répond au double objectif de limiter l'expansion du communisme et d'éviter la surproduction qui menace l'économie américaine. Les dons en dollars des EU doivent être utilisés par les ménages français pour acheter des biens d'équipement américains et l'argent récolté (la contre-valeur) est mobilisés (à hauteur de 95 puis 90%) par le gouvernement français pour financer les besoins d'investissements publics et privés liés à l'objectif de modernisation : tracteurs, matériels ferroviaires.

L'aide financière est d'abord utilisée pour limiter les pénuries en achetant de la nourriture et de l'essence, avant que l'objectif de reconstruction des appareils productifs et des infrastructures conduise à acheter des biens d'équipements importés des EU. La Grande Bretagne et la France se partagent presque la moitié des fonds (26% et 23%).

---

<sup>2</sup> Autriche, Belgique, Danemark, Irlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Turquie + la République Fédérale d'Allemagne (RFA) en 1949.

Au bilan, les fonds du plan Marshall et les investissements dans les technologies américaines ont certainement facilité la reconstruction des économies européennes qui se sont reposées sur leurs forces propres dès les années 1950. Le processus de coopération imposé par les Américains a également eu un impact certain sur l'initiation d'un processus d'intégration européenne.

## Le Système Monétaire International (SMI) de Bretton-Woods : l'hégémonie du dollar

Afin d'assurer la future stabilité monétaire – donc économique et politique –, dans le monde occidental (l'URSS se refermant sur elle-même et gardant un rouble inconvertible), le **Système Monétaire International** (SMI) est mis en place immédiatement après la guerre. Tout commence avec la **conférence de Bretton Woods** qui s'est tenue en juillet 1944 (du 1 au 22) et qui regroupe 44 Etats autour de **plusieurs objectifs** : (i) rétablir le multilatéralisme monétaire et commercial ; (ii) assurer la convertibilité des monnaies entre elles ; (iii) rattacher les différentes monnaies de façon stable (parités fixes) à des unités de réserve (or et dollar pour l'essentiel, la Livre Sterling sortant trop affaiblie de la guerre pour rester une monnaie de référence internationale) ; (iv) créer des mécanismes de solidarité entre les Banques centrales et les Etats pour éviter que des crises localisées ne deviennent systémiques comme au début des années 1930.

Alors que deux projets sont en concurrence, **c'est le plan américain** préparé par Harry White qui sera finalement adopté<sup>3</sup>[\[1\]](#). Il présente deux caractéristiques : **(i) le Gold Exchange Standard (GES)** : « la parité de la monnaie de chaque Etat membre sera exprimée en termes d'or pris comme dénominateur commun **ou** en dollar des EU de poids et de titre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1944 » ; **(ii) une règle générale** : « tout Etat membre s'engage à ne permettre sur son territoire que des opérations de change qui respecteront un écart ne dépassant pas 1% de la parité ». Sinon la Banque centrale doit intervenir.

Le GES est donc **un système de changes fixes mais ajustables en cas de déficits graves et/ou prolongés**. Au lendemain de la guerre, les EU ont un stock d'or considérable. **En 1947**, le secrétaire d'Etat au Trésor américain, Snyder, peut ainsi informer le FMI que **les EU vendront l'or**

---

<sup>3</sup> **Un plan britannique assez différent** élaboré par Keynes depuis 1941 était en concurrence avec le plan américain. Il était basé sur : (i) l'Union de Compensation – clearing union –, qui constitue un système bancaire ouvert qui s'interpose entre les Banques centrales des différents Etats membres pour le règlement mutuel des soldes de leurs balances des paiements ; (ii) une nouvelle monnaie internationale – le Bancor dont la valeur est définie par rapport à l'or et par rapport à laquelle la valeur de chaque monnaie nationale est fixée – dans laquelle les comptes des BC sont libellés et les compensations sont effectuées. Le crédit d'un pays en Bancor augmente s'il enregistre un excédent commercial, les emprunts de Bancor aux pays excédentaires sont possibles pour les pays déficitaires ou bien la vente d'or contre Bancor à l'Union.

**contre tous les dollars qui leur seront présentés.** Les autres pays, faute de réserves suffisantes en or, doivent utiliser leurs réserves en dollars pour obtenir de l'or à taux fixe (35 dollars l'once) sans limitation. **On a donc une convertibilité à deux paliers, avec passage de chaque monnaie au dollar et à partir du dollar, passage à l'or.** Le dollar – as good as gold –, devient un sas vers l'or.

Le système repose en outre sur **deux institutions internationales** : le FMI a pour mission la stabilisation des changes : il gère un stock de devises et d'or fournis par les Etats membres et que ceux-ci peuvent mobiliser (droits de tirages) en cas de crise monétaire. Des fonds sont alors avancés pour éviter la spéculation, l'affaiblissement des réserves, la fuite des capitaux. En échange, sont pris des engagements d'assainissement budgétaire, financier et commercial ; une banque pour la reconstruction et le développement avec une mission de court terme de financement du commerce extérieur et une mission de long terme de financement de la reconstruction : ce sera la BIRD puis la Banque Mondiale.

## Les « trente glorieuses » : une période de convergence économique planifiée

### Introduction et objectifs

Le terme de "30 glorieuses" est souvent utilisé pour décrire la période inédite de croissance régulière de plein-emploi entre 1945 et 1975 qu'ont connue les pays riches et industrialisés. La croissance de cette période est portée par un certain nombre de facteurs qui seront présentés dans cette section. Parmi les plus importants figurent le rattrapage de l'économie américaine par les autres économies industrielles et le rôle stratégique de l'état dans la planification de ce rattrapage.

A la fin de cette section vous saurez :

- Identifier les déterminants de la croissance de long terme
- Expliquer les principaux mécanismes de la croissance économique des trente glorieuses
- Lire un tableau de décomposition de la croissance économique
- Articuler plusieurs dimensions d'analyse macroéconomique (consommation, investissement, emploi, inflation)

### Les « 30 glorieuses » : De quoi parle-t-on ?

Entre 1945 et 1973, les pays d'Europe occidentale ainsi que le Japon connaissent une phase d'expansion économique marquée par une croissance économique et une augmentation régulière du niveau de vie sans précédent historique à cette échelle. Cette période leur permet de rattraper le retard économique et technologique sur la puissance dominante, les EU. Cette



période est unique dans l'histoire de l'humanité car elle est une combinaison de transformations économiques, sociales et politiques qui sont très spécifiques à cette période : l'expansion de la société de consommation, la généralisation des méthodes tayloristes de production à un nombre croissant de secteurs, et la mise en place de l'Etat providence.

Dans les années 1980, cette période sera appelée Trente glorieuses à partir du titre de l'ouvrage que Jean Fourastié publiera en 1979 : **Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975**. Fourastié lui-même puise aux Trois glorieuses de 1830 ce qui lui permet d'insister sur le caractère révolutionnaire, c'est-à-dire en somme radicalement nouveau, de l'accélération du rythme de progression du niveau de vie sur la période, et sur la fluidité avec laquelle ces transformations radicales s'opèrent dans les principaux pays développés.

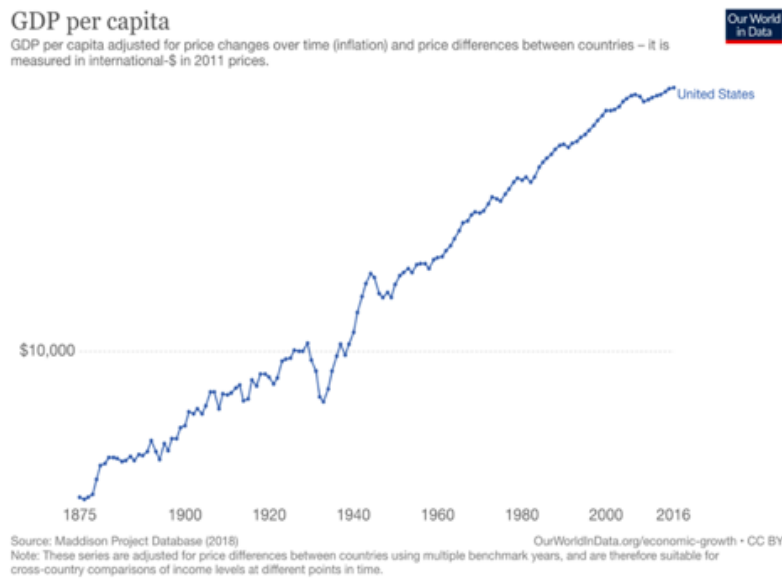
L'expression est franco-française et désigne communément la phase de la grande expansion des économies de l'Europe occidentale et du Japon entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le premier choc pétrolier. Les autres pays parlent en termes « d'âge d'or » (Amérique) ou de « miracle économique » (Japon). Dès les années 1970, la croissance économique ralentit significativement et est affectée par un grand nombre de crises déclenchées soit par le commerce mondial (crises pétrolières, crise asiatique et des pays émergents de 1996-97) soit par des mécanismes financiers (crises de dette des années 1980, crise internet en 2001 et crise des subprimes en 2008).

## Les caractéristiques macroéconomiques des « Trente Glorieuses »

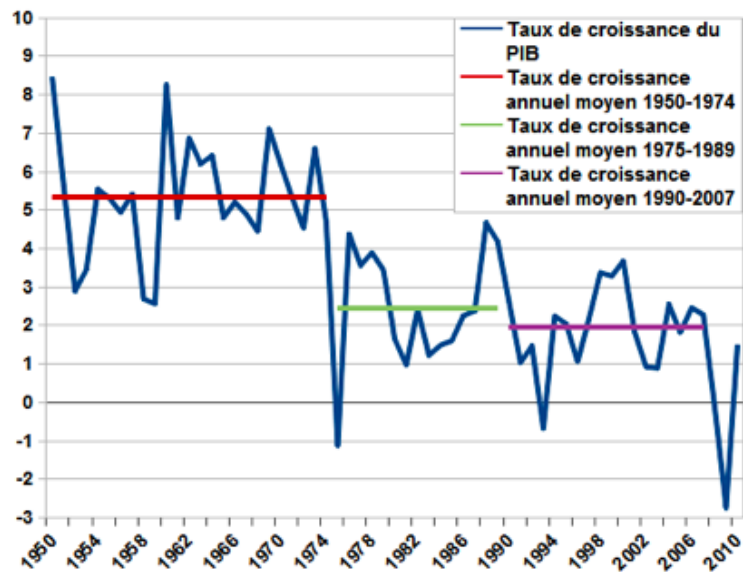
D'un point de vue macroéconomique, les 30 glorieuses sont caractérisées par :

- Une croissance économique rapide et alimentée par l'investissement et les gains de productivité : en moyenne, la croissance du PIB est de 5% par an (Graphiques 5.2.1 et 5.2.2 pour les Etats-Unis et la France).
- Peu de fluctuations et pas de crise économique pendant presque 30 ans : le graphique 5.2.1 montre que, dans le cas des Etats-Unis, la croissance est beaucoup plus régulière à partir des trente glorieuses, notamment grâce à des politiques macroéconomiques pertinentes et grâce à une grande stabilité des anticipations des agents
- La croissance de la production industrielle est forte, avec un accroissement annuel moyen d'environ 5 % ; elle est facilitée par un faible coût de l'énergie (pétrole, charbon, nucléaire) et par le rattrapage technologique des Etats-Unis alimenté par les importations et les investissements directs dans les pays à niveau élevé de capital humain.

**Graphique 5.3.1.** PIB par tête des Etats-Unis : 1875-2016



**Graphique 5.3.2.** Taux de croissance du PIB de la France : 1960-2010



Les 30 glorieuses continuent de marquer les esprits des « baby boomers » parce que la situation sociale d'une grande partie des ménages s'améliore régulièrement durant cette période sous l'effet conjugué du plein-emploi, de la croissance régulière des revenus et de la diversification de la consommation. La montée du niveau général d'éducation accélère aussi la mobilité sociale ascendante pour une grande partie de la population

- En moyenne, le taux de chômage est de 2,6% pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, 1,6% au Japon, c'est-à-dire au voisinage du taux de chômage frictionnel résultant du processus d'ajustement sur le marché du travail.

- L'équipement des ménages en biens durables et en logement augmente rapidement pour toutes les classes sociales puisque le % d'ouvriers possédant une automobile ou une machine à laver est multiplié par 10 en 20 ans, celui d'ouvriers possédant un réfrigérateur est multiplié par 30 ... (Tableau 5.3.1)

**Tableau 5.3.1.** Diffusion des biens durables dans les familles d'ouvriers et d'employés (en % des ménages de chaque catégorie possédant le bien d'équipement en question): 1954-1975

	Ouvriers			Employés		
	1954	1965	1975	1954	1965	1975
Automobile	8,0	47,0	73,6	18,0	53,3	71,4
Téléviseur	0,8	45,9	86,8	1,3	46,6	84,9
Réfrigérateur	3,3	56,4	91,3	9,9	67,6	92,0
Machine à laver	8,5	44,0	77,1	6,7	43,2	75,0

Ces résultats sont en outre d'autant plus remarquables qu'ils ne sont pas accompagnés par l'inflation, malgré le fait que l'économie soit au plein-emploi de ses capacités. L'inflation ne s'accélérera véritablement qu'au début des années 1970 et largement en raison de la croissance rapide des coûts de production due aux chocs pétroliers. Les politiques économiques de « fine tuning » keynésiennes mixant instrument monétaire et budgétaire parviennent à limiter les fluctuations de la croissance ainsi qu'à limiter les déséquilibres comme l'inflation ou les déficits commerciaux et budgétaires.

## Les explications « économiques » des 30 glorieuses : Investissement et gains de productivité

L'explication des 30 glorieuses n'est pas à rechercher du côté de l'augmentation quantitative du facteur travail mais plutôt de l'augmentation de la quantité de capital par travailleur et de l'augmentation conséquente de la productivité du travail.

La croissance démographique est rapide (recul de la mortalité, regain de natalité à partir de 1946 = baby-boom), mais **la croissance de la population active reste modérée puisque la génération nombreuse n'arrive sur le marché du travail qu'à partir de la fin des années 1960.** Avant les années 1970, les migrations complètent les besoins du marché du travail en France, Allemagne, ou Angleterre, parfois en lien avec les anciennes colonies.

Le tableau 5.3.2 montre que 1950-1975 montre que la croissance économique est particulièrement rapide en France, Allemagne, et au Japon, et qu'elle est soutenue par le dynamisme de l'investissement ainsi que par des gains de productivité plus importants qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. (Rappel : croissance de la productivité horaire du travail = croissance de l'intensité capitaliste (K/L) + croissance de la productivité globale des facteurs)

**Tableau 5.3.2.** Croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité du travail (taux annuels moyens) : 1950-1975 (Source : Beaud, 2010 : 290)

	Etats-Unis	Grande-Bretagne	France	Allemagne (RFA)	Japon
PIB (volume)	3,3	2,5	4,9	5,5	8,6
Effectifs employés	0,9	0,3	0,9	0,7	1,2
Productivité du travail	1,5	2,3	4,6	4,7	8,6
Capital par tête	2,7	3,1	4,5	5,2	9,0

**La croissance régulière de la productivité du travail** a plusieurs explications. Tout d'abord, les **transferts de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et les services** où la productivité est beaucoup plus forte s'accroissent. Ensuite, des **transferts de technologies** s'opèrent des EU vers l'Europe (plan Marshall) et le Japon sur des secteurs déjà développés depuis la première moitié du siècle aux EU (pétrochimie, électronique, aérospatiale) et les entreprises industrielles et tertiaires mettent en place des **organisations scientifiques / tayloriste du travail** qui stimulent la productivité. Enfin, la mise en œuvre de ces transferts de technologie requiert de **hauts niveaux d'investissement** publics et privés (jusqu'à 25% en RFA et 30% au Japon entre 1950 et 1970). Comme le capital physique augmente plus vite que le travail, l'intensité capitaliste de la production augmente partout. Comme chaque travailleur dispose donc de plus de capital et la production par travailleur (productivité du travail) augmente comme dans le modèle de croissance de Solow (1957).

### La mise en place d'un capitalisme mixte fortement régulé par l'Etat

Les grandes crises des années 1930 et de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ont provoqué de profondes mutations du capitalisme dans les pays industrialisés. Au lendemain de la 2<sup>GM</sup>, les nécessités de la reconstruction et le souvenir du chômage de masse des années trente et de l'incapacité du marché à sortir les économies de la récession légitiment une intervention forte de l'Etat dans l'organisation et la régulation de l'économie. Le capitalisme libéral devient **capitalisme régulé et coordonné par l'état**. Pourtant, quel que soit le niveau d'intervention de l'Etat, les fondements du capitalisme (propriété privée, accumulation et profits, marché, salariat) restent respectés dans les pays développés. Cependant, les modalités de socialisation/étatisation des économies varient selon les pays et régions.

En France, la coordination de l'économie par l'Etat prend la forme des **nationalisations** dans les secteurs de l'énergie, de la finance et dans les principaux secteurs industriels dès la fin de la 2<sup>GM</sup>. En transformant le capital d'un grand nombre d'entreprises privées en propriété de l'Etat, les nationalisations représentent une rupture du principe de l'efficacité de l'appropriation privée des moyens de production qui est une caractéristique centrale du capitalisme. Cette rupture est

d'abord liée à des justifications politiques (sanctions de la coopération avec les allemands pendant la 2GM comme pour Renault). Mais elle poursuit également des objectifs économiques puisqu'il faut reconstruire, et que le capitalisme n'a pas su relever économiquement de la crise ni les préparer à la guerre. Les nationalisations sont donc dictées par la défense de l'intérêt général : orienter l'économie française vers le rattrapage technologique des Etats-Unis créer des emplois grâce à des investissements élevés dans l'industrie financés par des banques qui prennent des risques au nom de la collectivité et qui pratiquent des taux d'intérêt bas sous le contrôle de l'Etat.

**La planification incitative** en France définit aussi par concertation (patronat, syndicats, fonctionnaires) de grands objectifs au service desquels sont mis les investissements publics et la fiscalité. Dans ce cadre, une politique ambitieuse de la recherche est mise en place dès 1958 sur la base d'organismes publics de recherche comme le CNRS. Les décisions collectives et centralisées sont jugées plus conformes à l'intérêt général que la somme des décisions décentralisées (la main invisible). Ici, c'est le principe de la supériorité du marché pour orienter les investissements qui est remis en question. L'Etat français est alors dit « colbertiste » (en référence à la politique volontariste de développement manufacturier de Colbert le ministre des finances de Louis XIV) puisqu'il se substitue aux défaillances de l'initiative privée. Lorsque les investissements privés reprennent de la vigueur à la fin des années soixante, l'Etat français mène **une politique industrielle active de « champions » nationaux** sur des secteurs jugés stratégiques. Le marché reprend alors progressivement ses droits puisque ce sont les évolutions de demande et de prix qui déterminent ces secteurs sur lesquels est porté l'effort public. La concurrence est tout de même limitée par une fermeture relative du marché national qui est privilégié.

Les nationalisations et la planification incitative sont une spécificité française. En Allemagne ou en Grande-Bretagne, les Etats seront moins interventionnistes et le marché occupera une place plus grande dans la coordination des investissements et la reconstruction. Parallèlement, les Etats de tous les pays riches mettent en place des **politiques conjoncturelles et structurelles très actives**. Stimulation ou restriction des dépenses publiques et modulations de la fiscalité permettent d'orienter les comportements des ménages et des entreprises et à contrer les mécanismes du marché. Les politiques keynésiennes de maintien de la production près du plein-emploi (keynésianisme pur) ou de stop en go (impur) sont menées dans tous les pays développés et stabilisent la croissance en atténuant les fluctuations et en contrôlant l'inflation.

Ce dispositif de très forte intervention de l'Etat dans le marché et le capitalisme a créé **un environnement économique et social très stable et donc très favorable à l'accumulation et à la croissance régulière de la production**. Mais la crise des années soixante-dix (stagflation et chômage de masse), l'épuisement des gains de productivité et de la demande standardisée et

l'intensification de la contrainte extérieure (déficits extérieurs, flottement des changes) et de la concurrence mondiale remettent en cause ce modèle d'économie mixte (voir section 5.6).

## Les « trente glorieuses » : une régulation socio-économique du capitalisme inédite

### Introduction et objectifs

Les caractéristiques politico-institutionnelles de la période des trente glorieuses sont une réaction aux crises économiques et politiques tragiques des années 1910 à 1945 qui ont provoqué la fermeture et des conflits entre les différentes économies industrielles. **Il s'agissait d'abord** de restaurer les démocraties parlementaires dans les pays vaincus, de reconstruire, et de remettre en état le stock de capital et finalement de libéraliser le commerce dans un système monétaire stable. **Il s'agissait ensuite** de répondre à la contradiction irrésolue de l'entre-deux guerres entre croissance de la production de masse standardisée et la consommation de masse standardisée. **La réponse sera double : l'état providence et la régulation Fordiste.** En outre, le régime de régulation macroéconomique international assurera une grande stabilité de la croissance. Cette régulation des trente glorieuses a conduit à une réduction des inégalités.

A la fin de cette section vous saurez :

- Expliquer ce qu'est l'état providence des "trente glorieuses" et quel est son rôle
- Expliquer la logique du mode de régulation fordiste des trente glorieuses
- Expliquer les effets de ce mode de régulation sur le niveau de vie et les inégalités
- Utiliser le triangle d'incompatibilité de Mundell pour analyser les contraintes pesant sur les politiques économiques

### L'Etat providence

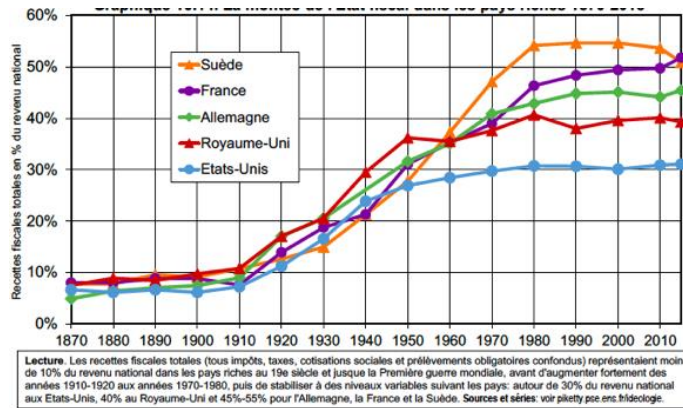
La période des trente glorieuses voit les institutions de l'Etat-providence installer une paix sociale faite de protection de l'emploi, de progression des salaires réels, de développement des conventions collectives et de protection de la santé et des revenus des personnes via la sécurité sociale.

L'Etat providence correspond donc à une montée en puissance de l'Etat fiscal et social. Les états socialisent une partie croissante de la richesse grâce à l'impôt (Graphique 5.4.1) dont ils redistribuent les recettes sous forme de transferts sociaux soutenant les niveaux de vie (Graphique 5.4.2) et d'investissement dans les biens publics (santé, éducation, infrastructures) soutenant la croissance économique. La France met par exemple en place **un système intégral de sécurité sociale** dès novembre 1945, système qui fera l'objet d'approfondissements réguliers pendant toutes les 30 glorieuses. Les systèmes d'assurance sociale qui se généralisent protègent contre les risques liés aux mécanismes du marché en contraignant notamment les agents individuels à

accepter des modes de fonctionnements plus collectifs. Le système de protection sociale limite les fluctuations de revenus dans le temps.

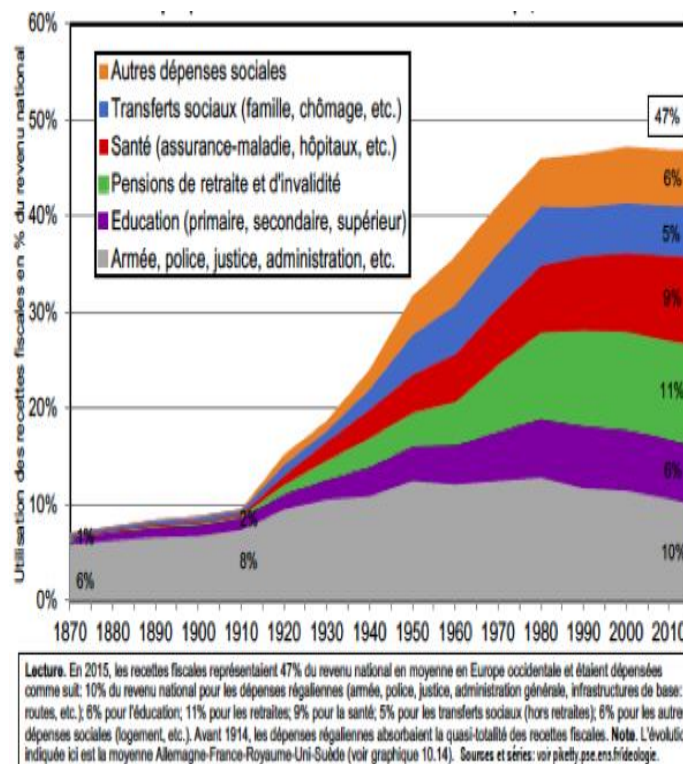
## La montée de l'état fiscal dans les pays industriels

**Graphique 5.4.1.** La montée de l'état fiscal dans les pays industriels : Recettes fiscales totales / Revenu national (en %) (Source : Piketty, 2019)



## La montée de l'état social dans les pays industriels

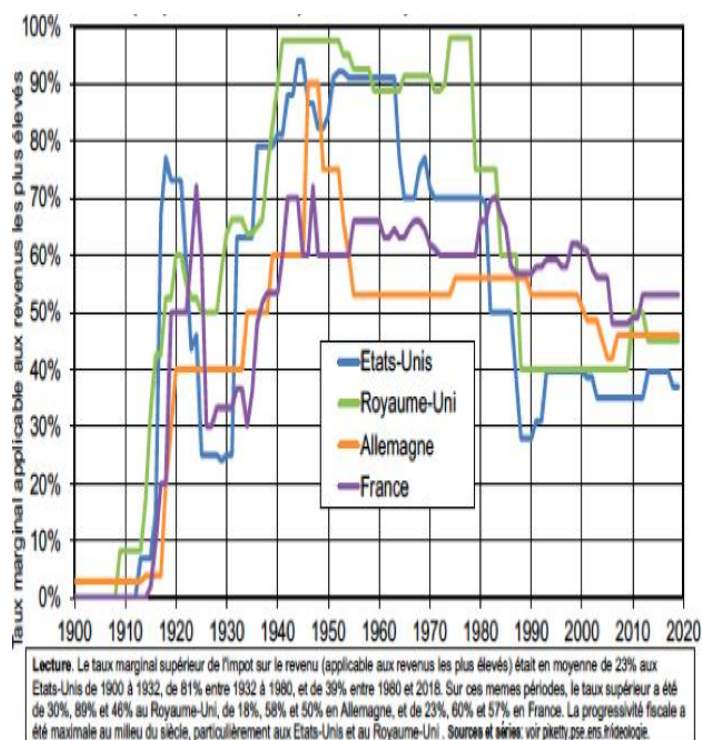
**Graphique 5.4.2.** La montée de l'état social dans les pays industriels : Décomposition des dépenses sociales en % du revenu national (Source : Piketty, 2019)



## Les impôts

En parallèle, les impôts sont devenus plus redistributifs depuis la fin des années 1930 et la 2GM comme le montre le niveau très élevé du taux d'imposition marginal dans tous les pays industrialisés (Graphique 5.4.3).

**Graphique 5.4.3.** Le taux supérieur de l'impôt sur les revenus : 1900-2015 (Source : Piketty, 2019)

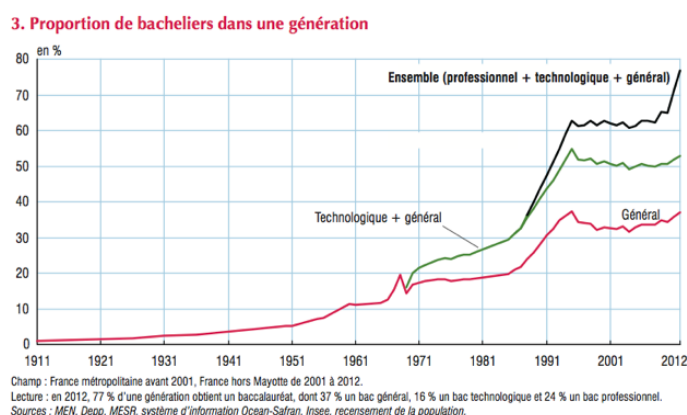


## Investissements dans les biens publics

Grâce aux recettes fiscales croissantes, les investissements dans les biens publics régulièrement augmentent également. En France, les dépenses d'éducation sont accrues de 10% par an pendant la période, ce qui augmente le niveau moyen d'éducation et de qualifications des jeunes travailleurs : l'enseignement secondaire se massifie, les effectifs du supérieur s'envolent comme le montre le graphique 5.4.4.



### Graphique 5.4.4. Evolution de la proportion de bacheliers dans une génération : 1911-2012



## L'ingérence de l'état dans la concurrence de marché

Pour protéger les individus, **l'ingérence de l'état dans la concurrence de marché** est également indispensable parce qu'il est nécessaire de mettre des barrières à la conquête d'un pouvoir excessif des grandes firmes. La France organise par exemple des monopoles publics dans de nombreux secteurs (énergie, transports, télécommunication). **Dans le monde anglo-saxon**, l'intervention directe de l'état est plus limitée au profit des interventions indirectes de soutien des marchés et de la concurrence. La protection contre les risques de santé et de vieillesse est largement prise en charge par les individus (ou leur employeur) sous forme d'assurance privée. **Dans les autres pays européens**, notamment Allemagne et Scandinavie, en revanche l'état organise une démocratisation sociale accordant un rôle très important aux salariés dans la régulation du capitalisme et organisant des niveaux de protection très élevés pour les populations. On parle par exemple de cogestion en Allemagne et de social-démocratie en Scandinavie.

**Pendant les trente glorieuses, les variantes régionales de capitalisme commencent donc à se différencier** en fonction du mode d'intervention et de l'intensité de l'intervention de l'état dans les économies et sur les marchés et dans la protection sociale. Toutefois, tous ces capitalismes adoptent un mode de régulation similaire appelé "Fordiste" qui va également contribuer à faire des trente glorieuses une période de croissance stable et de réduction des inégalités.

## Le nouveau mode de régulation "Fordiste"

Les trente glorieuses sont une période de transformation profonde du contrat social qui associe les citoyens entre eux et à l'Etat. Pendant les Trente glorieuses, les relations sociales ne sont plus dictées par la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché du travail comme c'était le cas jusque-là. **Le mode de régulation "Fordiste"** (appelé aussi compromis Fordiste car il est le produit d'une négociation historique entre l'état, les syndicats de salariés et ceux d'employeurs)

autorise des rapports sociaux plus équilibrés qui garantissent simultanément des gains salariaux proportionnels aux gains de productivité et une extension constante de la demande grâce à la croissance régulière du marché alimentée par la progression régulière du pouvoir d'achat des ménages.

Le mode de régulation Fordiste se distingue du mode de régulation concurrentiel qui a dominé le 19<sup>ème</sup> siècle et la première partie du 20<sup>ème</sup> siècle. Pour rappel, la stabilité du capitalisme libéral de 1850 à 1913 était due à la forte cohérence interne des différents mécanismes complémentaires. Le développement du capitalisme industriel naissant nécessitait une forte accumulation de capitaux qui fut obtenue grâce au niveau élevé des profits : l'armée de réserve industrielle issue de la campagne à la recherche de travail et l'absence d'organisation collective des salariés donnaient tout pouvoir à l'entrepreneur. Les fluctuations de l'activité industrielle se traduisaient non sur les profits mais sur le niveau de l'emploi et sur le niveau des salaires. Le droit et la législation ne prenaient en compte que le propriétaire du capital.

Le nouveau mode de régulation économique Fordiste présente des caractéristiques différentes et inédites dans l'histoire des pays industrialisés :

1. Du côté de la production, des gains de productivité systématiquement élevés sont réalisés à travers l'organisation Tayloriste du travail, l'intensification capitaliste de la production et la standardisation de la production ;
2. L'intensification du travail est rendue socialement acceptable grâce au compromis Fordiste par lequel les gains de productivité qu'elle génère se traduisent par une augmentation régulière des salaires ;
3. L'accumulation est soutenue, c'est à dire qu'elle ne débouche pas sur des crises de surproduction grâce à la cohérence entre la production de masse et la consommation de masse.

## Un régime nouveau de régulation pour des économies de plus en plus ouvertes

Le mode de régulation macroéconomique et la forme d'insertion dans l'économie mondiale constituent la troisième caractéristique du mode de régulation des trente glorieuses. Il contribue également à l'équilibre entre consommation et production nationales.

L'ouverture internationale était faible. L'État-nation contrôlait les tarifs douaniers, définissait les modalités d'accueil de l'investissement direct étranger et fixait des règles en matière d'investissement de portefeuille. L'économie/monde est fractionnée en économies nationales définies par ses monnaies et les composantes du rapport salarial. L'État intervient dans le régime monétaire, notamment en contrôlant les mouvements de capitaux, ce qui lui permet de mener des politiques macro-économiques budgétaires et monétaires autonomes.

Comme le prédit le triangle d'incompatibilité de Mundell et Fleming (1960) montre que la faible mobilité internationale du capital couplée à un régime de taux de change fixes (situation a dans le graphique du cadre 5.3.1) a donné une grande autonomie aux politiques monétaires nationales qui ne sont plus soumises à la contrainte des effets indésirables des variations des taux d'intérêt nationaux sur les mouvements de capitaux. La période des trente glorieuses est donc une période combinant grande stabilité des taux de change, dynamisme du commerce international et de la croissance et efficacité des politiques monétaires nationales.

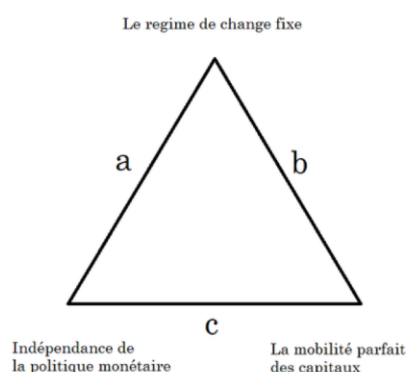
#### Cadre 5.3.1. : Triangle d'incompatibilité de Mundell et Fleming (1960)

Chaque sommet représente un objectif ou une contrainte sur la politique économique. Le triangle d'incompatibilité suggère qu'il n'est pas possible d'atteindre les 3 objectifs simultanément :

Si régime de change fixe (étalon or-dollar), l'autonomie des politiques monétaires nécessite un contrôle de la mobilité des capitaux : (a)

Si régime de change fixe + capitaux parfaitement mobiles (b), toute politique monétaire de relance (baisse des taux d'intérêt) → sorties de capitaux + dépréciation du taux de change qui oblige à remonter les taux d'intérêt

Si capitaux parfaitement mobiles, l'autonomie de la politique monétaire oblige à adopter un régime de change flottant (c) : après 1971 sortie de l'étalon or-dollar

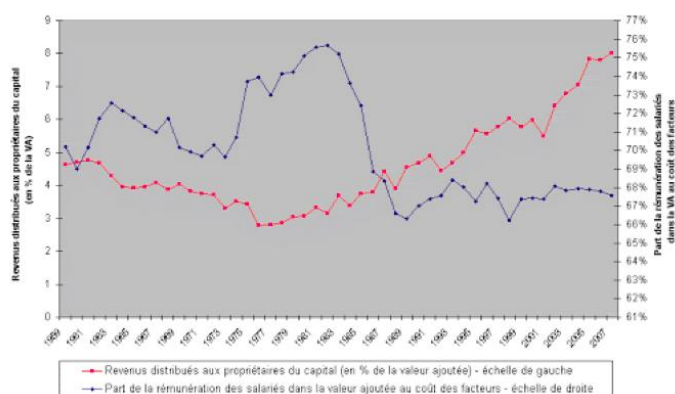


Le contexte de grande stabilité financière, monétaire et politique **redonne** aux états **des marges de manœuvre en matière de politique économique aussi bien budgétaire, monétaire que de change**. Cela leur permet d'investir dans les structures de l'économie, de mener une politique industrielle volontariste et de soutenir la régularité de la croissance, d'absorber les chocs grâce au « fine tuning » monétaire et budgétaire. Les crises financières sont bien moins nombreuses comparées à la période qui précède (1870-1945) et à celle qui suivra de 1973 à aujourd'hui.

## Les nouvelles régulations assurent la prospérité pour tous et réduisent les inégalités

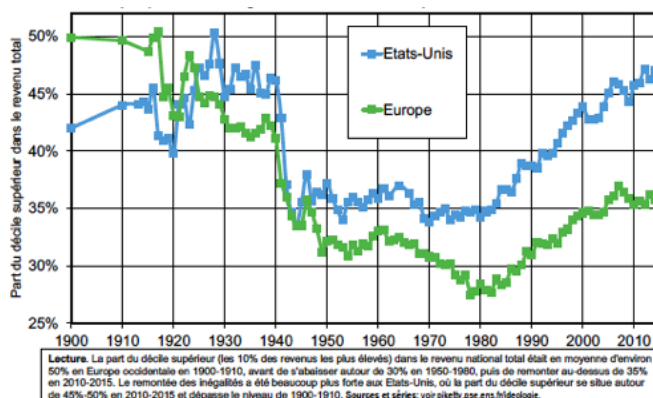
Pendant les 30 glorieuses, les inégalités de revenu et de richesse diminuent dans tous les pays industriels. La consommation de masse se généralise grâce au rapport salarial Fordiste par lequel les gains de productivité sont partagés *ex ante* entre les capitalistes et les salariés dans le cadre d'accords nationaux négociés par les syndicats. En conséquence, le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail devient plus favorable aux revenus du travail comme le montre le Graphique 5.4.5.

**Graphique 5.4.5.** Partage de la valeur ajoutée en France : 1960-2017

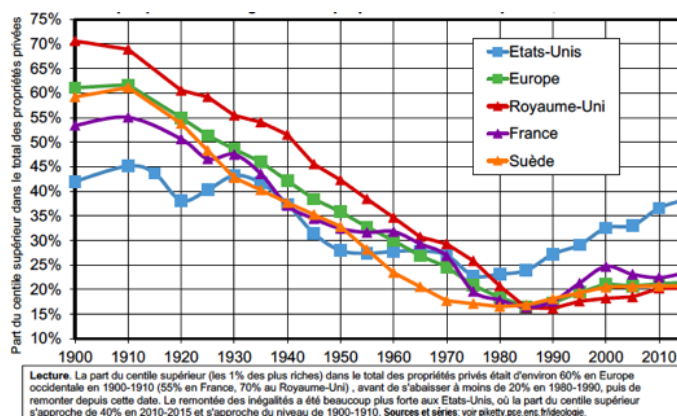


En conséquence de l'Etat providence et du compromis salarial Fordiste, de la fiscalité redistributive et de la redistribution par les biens publics et les transferts sociaux, et en raison d'un grand nombre de régulations financières (banques nationalisées en France, ...), les inégalités de revenu (Graphique 5.4.6) et de patrimoine (Graphique 5.4.7) diminuent de façon rapide sous l'effet des changements distributifs liés au marché du travail et à la fiscalité.

**Graphique 5.4.6.** Evolution des inégalités de revenu : part du décile supérieur dans le revenu national : 1900-2015 (Source : Piketty, 2019)

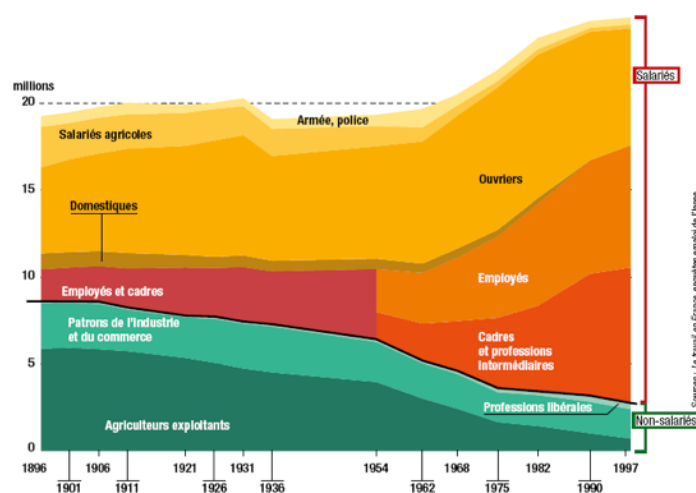


**Graphique 5.4.7.** Evolution des inégalités de patrimoine : part du décile supérieur dans le total des propriétés privées : 1900-2015 (Source : Piketty, 2019)



Sociologiquement, les transformations sont importantes également : le salariat se développe, et la taille de la classe moyenne, c'est à dire des ménages situés à un niveau intermédiaire de revenu, de qualification et de position dans l'échelle hiérarchique professionnelle, augmente régulièrement (Graphique 5.4.8).

**Graphique 5.4.8.** Evolution de la structure sociale française : 1900-1997



## Des trajectoires et stratégies contrastées de sortie de la pauvreté dans les pays en développement

### Introduction de la section et objectifs

Pendant les deux décennies suivant la 2GM, les empires coloniaux explosent et de nombreux pays en développement obtiennent leur indépendance. Ils sont donc libres de décider de la stratégie qui doit leur permettre de sortir de la pauvreté. Plusieurs types de stratégies seront suivies, le choix d'une stratégie dépendant souvent de la trajectoire historique et politique du

pays. Comme nous le verrons dans cette section, certaines stratégies seront plus efficaces que d'autres pour sortir de la pauvreté et certains pays y parviendront alors que beaucoup d'autres resteront pauvres, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

A la fin de cette section, vous saurez :

- Expliquer la dynamique des écarts de développement pendant les trente glorieuses
- Expliquer les principales stratégies de développement suivies par les pays nouvellement indépendants à partir des années 1950 et leurs effets sur le développement économique
- Expliquer les raisons pour lesquelles la plupart des pays en développement finiront par connaître une grave crise de dette dans les années 1980

## Les stratégies de développement par la promotion et la substitution des exportations : Asie de l'est et du sud-est

A partir du constat que les stratégies de repli, de protection, ont manifestement accru la dépendance extérieure des PED et favorisé la corruption interne des milieux politico-économiques, les pays industrialisés et les organisations multilatérales (Fonds Monétaire International et Banque Mondiale) préconiseront l'adoption de stratégies de mise en place des marchés internes concurrentiels et d'ouverture internationale pour lutter contre la pauvreté et stimuler la croissance des pays en développement.

Les succès d'industrialisation tardive de certains pays asiatiques (Japon, Corée du sud, Taiwan) montrent la voie d'une stratégie possible d'industrialisation par des incitations fortes à exporter et la construction d'avantages comparatifs nouveaux par le biais de politiques industrielle et commerciale très volontaristes. La stratégie d'industrialisation de substitution des exportations va consister, elle, à promouvoir les exportations manufacturières en remplacement des exportations de produits primaires fussent-ils non agricoles, ou bien encore, à promouvoir les exportations manufacturières intenses en capital technique en remplacement de celles intenses en main-d'œuvre (la Corée du Sud en est l'exemple le plus abouti).

Grâce à cette stratégie, les Dragons et Tigres asiatiques assurèrent jusqu'à la fin des années 1990 près de 80% des exportations totales du Tiers-Monde, avant que la Chine ne soit totalement éveillée. La banque mondiale publiera en 1993 un volume très connu sur cette réussite asiatique dans laquelle elle reconnaîtra rétrospectivement l'importance du rôle de l'Etat dans la réussite de cette stratégie.

L'analyse historique de ces succès d'industrialisation tardive montre qu'un certain nombre de conditions étaient présentes dans les réussites identifiées:

une base industrielle compétitive doit préexister, ce qui était le cas en Corée du Sud, à Singapour ou au Brésil, par exemple, après une période d'ISI ;

un engagement et une collaboration de toutes les parties prenantes (administration, entreprises, salariés) derrière le projet d'industrialisation par croissance de la compétitivité industrielle ;

l'aide extérieure via les investissements des FMN des pays industriels doit être acceptée, notamment en jouant, dans un premier temps, le rôle de pays-atelier (d'assemblage) d'où partent les exportations de produits finis, donc en maintenant une pression sur les revenus salariaux et les revendications de la population ouvrière notamment féminine, ;

une position géographique favorable est préférable, passage obligé entre les zones d'échanges les plus actives de la planète, comme Singapour à partir des années 1980, ou le Vietnam ou le Maroc aujourd'hui.

Réunir toutes ces conditions simultanément est très compliqué, ce qui explique que peu de pays en développement aient pu suivre cette voie avec succès jusqu'à aujourd'hui.

## Décolonisation, indépendance et contexte intellectuel des stratégies de développement

Pendant les trente glorieuses, les écarts de revenu par tête et de développement économique entre les pays industrialisés et les pays qui sont moins avancés ne diminuent pas. La dernière ligne du tableau 5.5.1 qui reporte le ratio du PNB par tête des pays industrialisés à celui des pays en développement en 1974 montre que l'écart a même légèrement augmenté entre 1950 et 1975. D'un côté, la croissance des économies industrielles est très soutenue (voir [section 5.3](#)). D'un autre côté, dans beaucoup d'économies nouvellement indépendantes, la croissance économique est limitée car les incitations à investir sont très faibles du fait du niveau très faible du revenu et de la demande nationale et les niveaux technologiques très bas limitent les gains de productivité.

De surcroît, ces pays sont encore peu nombreux à avoir entamé leur transition démographique, c'est à dire à avoir réussi à faire diminuer successivement les taux de mortalité puis de fécondité, à la fin des années 1960. En conséquence, même si leur PIB croissait aussi rapidement que celui des pays industriels, comme c'est parfois le cas, ils ne rattraperaient pas les niveaux de richesse

moyenne, mesurée par le PNB par tête, des pays industriels. Enfin, les niveaux faibles d'éducation limitent la capacité des économies pauvres à absorber les innovations technologiques des économies centrales.

**Tableau 5.5.1.** Croissance et niveaux du Produit National Brut par habitant dans le monde développé et les mondes en développement (Source : M. Beaud (2010) Histoire du capitalisme 1500-2010, Points Seuil)

Région	Population	Produit national brut par habitant annuel		
	(en millions)	Croissance/an	Valeurs en dollars US de 1974	
	1975	1950-75	1950	1975
Asie du sud	830	1,7	85	132
Afrique	384	2,4	170	308
Amérique latine	304	2,6	495	944
Asie de l'est	312	3,9	130	341
Chine	820	4,2	113	320
Moyen-Orient	81	5,2	460	1660
Pays en développement	1912	3,0	187	400
Pays industrialisés	654	3,2	2378	5238
Ratio des PIB par tête	0,34	-	12,7	13,1

Le tableau 5.5.1 pointe également des écarts importants de croissance moyenne du PNB par habitant entre les différentes régions du monde en développement, la performance des pays du Moyen-Orient étant 3 fois plus forte que celle de l'Asie du sud. Il existe différents facteurs expliquant ces écarts de performance entre les pays en développement, parmi lesquels des éléments exogènes comme la position géographique ou bien l'histoire du pays.

D'autres facteurs sont liés aux stratégies choisies par les dirigeants des pays en développement à partir des années 1950. Ces stratégies varient fortement selon les options idéologiques de leurs dirigeants et selon les relations qu'ils entretiennent avec les puissances hégémoniques des deux blocs. Les trajectoires historiques des pays en développement en matière d'industrialisation peuvent être associées à plusieurs logiques: (i) celles basées sur les exportations de ressources naturelle ; (ii) celles basées sur la préférence pour l'économie nationale et sa déconnection de l'économie mondiale souvent dans une réaction postcoloniale ; (iii) celles basées sur l'ouverture contrôlée aux échanges extérieurs pour assimiler les techniques étrangères et profiter des avantages de la division internationale du travail ou de la division internationale des processus productifs.



## Les trajectoires de développement par l'agriculture et les ressources naturelles : Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne

Le développement agricole est un enjeu central dans les pays en développement où une grande partie de la population vit dans les zones rurales et où la population à croissance rapide de villes toujours plus nombreuses doit être nourrie. En outre, l'histoire des pays industrialisés a montré que l'agriculture est capable d'exercer un effet d'entraînement sur les autres secteurs économiques par l'épargne accumulée et captée par les systèmes bancaires et fiscaux, en tant que débouchés pour le secteur industriel et comme fournisseur de devises pour l'exportation.

Afin de générer un surplus monétaire transférable aux autres secteurs, les pays nouvellement indépendants à partir des années 1960 et 1970 choisissent souvent de stimuler le développement agricole grâce à une politique volontariste reposant sur deux piliers complémentaires.

Le premier pilier est la **révolution verte** qui consiste à transformer les méthodes culturales traditionnelles en introduisant des techniques plus performantes (semences, engrais, irrigation...) souvent importées. L'objectif est d'améliorer les rendements afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire puis pouvoir exporter des surplus de produits agricoles. Expérimentée en Asie dès les années 1950, au Moyen Orient, en Afrique du Nord, en Amérique latine, la révolution verte connaîtra des résultats convaincants en matière d'autosuffisance alimentaire notamment en Chine et en Inde.

Le second pilier est la **réforme agraire** qui s'attache à transformer les structures de la propriété foncière à usage agricole, généralement en redistribuant aux pauvres les terres des grands propriétaires terriens (souvent les anciens colons). Le double objectif est de substituer des productions vivrières à des productions spéculatives et de fixer localement les populations agricoles en leur offrant des moyens de subsistance. Modifier les rapports sociaux dans les structures foncières requiert de s'appuyer sur un Etat fort, souvent révolutionnaire, capable d'acheter, d'exproprier, voire de confisquer et de diviser puis redistribuer les terres des grands propriétaires aux petits paysans. Les résultats ont été assez contrastés selon la façon dont la réforme agraire est perçue par la population et mise en œuvre par l'Etat. Ils furent rapides et convaincants lorsqu'un Etat fort et légitime a pu imposer la réforme agraire comme en Asie (Taïwan, Corée du Sud ou Chine). Ils furent plus limités lorsque le pouvoir politique était lui-même entre les mains des grands propriétaires fonciers comme en Amérique latine.

Le modèle de développement basé que l'agriculture peut comporter des **risques liés à la faible diversification de l'économie**. Les aléas météorologiques et les mauvaises récoltes, fréquentes en Afrique, conduisent en effet à une grande instabilité de la croissance dans les économies

agricoles. De grandes famines ont par exemple été provoquées, entre autres facteurs, par des récoltes catastrophiques liées à des aléas climatiques : Biafra (1968-1970), Ethiopie (1973-1974).

Certains pays en développement ont essayé de mettre en place des **agricultures d'exportation** afin de capter des ressources pouvant être utilisées pour importer d'autres biens. Ces modèles peuvent conduire à plus de pauvreté des petits agriculteurs qui sont exclus de l'accès à la terre lorsque celui-ci est concentré aux mains des élites comme c'est le cas en Amérique latine avec les latifundia. De la même manière, de nombreux pays en développement sont riches en ressources minérales (pétrole, pierres précieuses, métaux rares). Ils ont donc essayé de sortir de la pauvreté en exportant ces ressources minières afin de financer les importations des biens de consommation qu'ils ne produisent pas du fait d'une industrialisation faible.

**Les stratégies de développement basées sur l'exportation intensive des produits primaires et matières premières** n'ont pas toujours conduit au développement économique pour au moins deux raisons :

- Tout d'abord, les pays faisant reposer leur modèle de développement sur l'exportation de ressources minières ont si souvent été confrontés à des problèmes de corruption et de conflits internes liés à la captation de la rente des matières premières et détournant les ressources de l'objectif de diversification économique qu'un symptôme de « malédiction des ressources naturelles » a été mise en évidence par les économistes.
- Ensuite, les prix des matières premières agricoles et minières étant très instables car fixés sur des marchés mondiaux très spéculatifs, les pays exportateurs de leur surplus agricole ou de ressources minières connaissent de grandes amplitudes de croissance du PIB. Les phases de chute des recettes d'exportation posent généralement des problèmes d'endettement extérieur et de pauvreté. Mais les périodes de croissance soutenue des recettes d'exportations peuvent également poser des problèmes de corruption ou de conflit pour capter une part de cette rente.

## Les Stratégies d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) : Afrique du nord et Amérique latine

Les stratégies d'ISI sont fondées sur la théorie « structuraliste » de la dépendance qui était très répandue en Amérique latine et dans les pays nouvellement indépendants dans les années 1950. Selon cette théorie, il existe un « responsable » voire un « coupable » externe du « sous-développement » qui est le haut niveau d'industrialisation des pays développés qui imposent un commerce international inégal ou injuste et une dépendance financière aux pays en retard d'industrialisation (Prebisch, 1949).

Dans ce cadre d'analyse en termes de **centre-périphérie**, le retard économique persistant des pays en développement s'expliquerait par le fait que les spécialisations dans les ressources naturelles (agriculture et mines) aient été imposées par les colons ou les puissances industrielles, et qu'elles conduisent à une mauvaise insertion dans la Division Internationale du Travail (DIT) car les prix des matières premières exportées par les pays en développement augmentent moins vite que ceux des produits manufacturés qu'ils importent des pays industriels. C'est ce qu'on appelle **la détérioration des termes de l'échange** qui conduit à une répartition inégalitaire des gains à l'échange. Les pays en développement doivent donc s'isoler du commerce international afin de s'industrialiser grâce à la demande leur marché intérieur au lieu d'importer ces produits de l'étranger. L'ISI cherche donc à modifier les structures internes de production grâce à une très forte protection des importations et répression des exportations au profit du marché domestique. Historiquement, la stratégie apparaît en Amérique latine au moment où la grande crise des années 1930 diminue les débouchés pour les exportations de produits primaires latino-américaines aux E-U et en Europe. Alors que la demande intérieure se maintient du fait de l'existence d'une élite sociale foncière, les entrées de devises et la capacité d'importation de produits manufacturés chutent et la montée des prix domestique stimule la production intérieure en remplacement des importations.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'ISI est maintenue en Amérique latine et soutenue par l'influente CEPALC (la Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes). De nombreux pays nouvellement indépendants au Maghreb (Algérie, Egypte), en Asie (Chine), en Afrique (Kenya, Côte d'Ivoire, et Nigéria) l'adoptent également pour des raisons idéologiques d'indépendance par rapport aux puissances hégémoniques. Ces pays adopteront généralement des **modèles d'économie mixte de type capitaliste planifié** où (i) les investissements sont majoritairement privés, mais où (ii) l'Etat oriente les investissements à travers une politique commerciale protectionniste. Des formes très étatisées de cette stratégie existeront dans certains pays, comme l'Algérie, où l'état socialiste cherche à planifier une industrialisation à partir des industries de matières premières (pétrole et gaz entre autres), souvent avec le soutien de l'URSS dans un contexte postcolonial de guerre froide.

L'ISI s'appuie généralement sur un processus de **remontée de filière** de production. Il s'agit de commencer par produire des biens de consommation simples (intenses en main-d'œuvre), puis des biens de consommation durables qui créent un marché pour des biens intermédiaires qui ouvrent *in fine* celui pour les biens d'équipement. La première étape est aisée à franchir car elle nécessite peu de protection et autorise le passage rapide à l'exportation du surplus comme le montrent l'Amérique latine, le Pakistan ou l'Inde dans les années 1950-1960. En 1964, le Brésil produisait 90% des biens industriels consommés dans le pays. En revanche, franchir les étapes

suivantes est difficile car la diversification vers des biens plus complexes en amont de la filière (biens durables et d'équipement) nécessite de pouvoir importer des biens intermédiaires et les machines très coûteux que le pays produit encore mal aux premiers stades de développement.

Par ailleurs, les biens manufacturés produits par le pays sont peu exportables dans un premier temps car peu compétitifs à cause de la protection du marché national. La balance commerciale est alors déséquilibrée, l'endettement devient nécessaire et la **dépendance technique** s'associe à une **dépendance financière**. Face à ces difficultés jointes de financement et d'accès aux biens intermédiaire et d'équipement, les pays pratiquant l'ISI cherchent dès les années 1970 à favoriser les investissements des firmes multinationales (souvent des pays industriels) qui sont attirées par les perspectives de profit sur les marchés domestiques protégés. Cependant, ces investissements finissent souvent par évincer les firmes locales, nourrissent la corruption des élites locales et pratiquent largement l'évasion fiscale. Ce modèle du « capitalisme dépendant » se met alors en place en Amérique latine et reste encore fort aujourd'hui.

## Des trajectoires de réussite hétérogènes

Les différentes stratégies suivies par les pays en développement ont conduit à des résultats assez contrastés. Les stratégies de promotion des exportations primaires et d'ISI sont conduites à des résultats mitigés puisqu'elles n'ont pas su empêcher la dépendance productive et financière des économies en développement et ont connu des problèmes de dette extérieure. Ce sera le cas d'abord à partir des prix des produits non pétroliers dans les années 1970, puis des produits pétroliers dans les années 1980.

A l'inverse, les stratégies de promotion et substitution des exports ont permis, sous des conditions spécifiques et difficiles à rassembler, à un petit nombre de pays de devenir des acteurs centraux des échanges industriels mondiaux et de se développer comme nous le verrons dans la [section 6.4](#) de ce cours.

## Déséquilibres financiers et crises de dettes généralisées dans les pays en développement

La série de crises qui éclate à partir des années 1980 est mondiale au sens où elle touche aussi bien les débiteurs que les créanciers et qu'elle trouve son origine dans l'augmentation des flux de commerce et de financement globaux.

Initialement, les crises de dette souveraine des pays en développement (PED) prennent racine dans l'abondance des dollars réinvestis ou prêtés par les pays exportateurs de pétrole aux pays

importateurs, dont les pays en développement. De fait, les dettes du Tiers-Monde augmentent plus vite que la croissance économique des emprunteurs au cours des années 1970: là où le PIB ne croît « que » de 4,5% par an, la dette, elle, est multipliée par 4,5 en 10 ans et atteint ainsi 450 milliards de dollars en 1980 (contre 100 milliards en 1971). Pour autant, les banques internationales ne cessent de prêter car elles sont riches de pétrodollars et leurs clientèles traditionnelles (américaines et européennes), frappées par la crise, déclinent ; les établissements de crédit sont mêmes en situation de surliquidité, la clientèle du Tiers-Monde qui cherche des financements pour ses politiques de développement est alors une véritable aubaine.

En août 1982 se déclenche une crise financière après l'augmentation des taux d'intérêt américains (pour baisser l'inflation aux EU) et l'appréciation consécutive du dollar qui font grimper le montant de la dette des PED qui est indexée sur les taux américains et libellée en dollars. L'épargne internationale se tourne alors vers les Etats-Unis en faisant défaut aux PED qui en ont pourtant besoin pour financer les politiques de développement engagées ; la chute des exportations des PED à la suite du ralentissement de la croissance mondiale entraîne de nouveau la baisse des recettes en devises, déséquilibrant de nouveau la balance commerciale, obligeant de nouveau à l'endettement... pour financer les achats engagés. Les PED commencent alors à emprunter pour payer l'intérêt de leurs dettes et bientôt cela ne suffit même plus d'autant que du côté des prêteurs, les pétrodollars se raréfient et que l'on devient dès lors plus réticent à prêter.

En août 1982, la crise éclate car, avec une dette de 100 milliards de dollars, le Mexique se déclare insolvable. La dette du Tiers-Monde s'élève alors à 732 milliards de dollars. Suivront en quelques jours une dizaine de pays incapables, annoncent-ils dans un premier temps, d'assurer le service de leur dette (Brésil, Argentine, Indonésie...). Mais c'est le système financier international tout entier qui risque alors une faillite globale. Pour l'éviter, la Réserve Fédérale (Banque Centrale américaine), Le FMI et la Banque Mondiale vont à leur tour se mettre à prêter massivement aux PED pour qu'ils remboursent leurs créanciers (Plan Baker de 1985 du nom du Secrétaire d'Etat au Trésor américain de l'époque) : 25 milliards de dollars frais le seront en 1985 alors que la dette atteint, rappelons-le, 1026 milliards. Les fonds publics viennent remplacer les fonds privés : en 1981, les fonds privés représentent 60% du total de la dette contre 14% seulement en 1991.

L'objectif des **Programmes d'Ajustement Structurel** (PAS) qui sont associés à ces aides est que les PED parviennent, en se développant, à dégager un surplus exportable pour engranger suffisamment de recettes en devises permettant de régler leurs dettes. La rigueur budgétaire, la dérèglementation des prix à la production, la dépréciation de la monnaie nationale pour stimuler les exportations et déprimer les importations et le resserrement de la politique monétaire

dépriment la consommation et l'investissement public et privé renforçant les mécanismes de la crise dans beaucoup de pays. Les PAS ne sont ainsi pas étrangers aux « décennies perdues » par l'Amérique latine dans le dernier tiers du siècle dernier. La crise persiste et s'intensifie. Les observateurs internationaux commencent alors à penser que l'on s'est peut-être trompé de remède ; la gestion de la crise entre dans sa deuxième phase.

De 1986 à 1988, va se développer un véritable marché secondaire de la dette qui atteste de l'échec du **plan Baker**. Les banques internationales sont en effet devenues frileuses à prêter sauf à accompagner les nouveaux crédits de contreparties. Au contraire, elles souhaitent plutôt se désengager rapidement et solder les positions qui sont les leurs. Un marché très liquide de revente des créances douteuses, après décote de près d'un tiers de la valeur originelle, s'organise alors notamment autour des positions centre ou sud-américaines qui attirent les FMN qui se portent acquéreuses.

A partir de 1989, les observateurs internationaux, au rang desquels les bailleurs de fonds privés et publics, diagnostiquent que **la crise n'est pas une crise de liquidité**, donc conjoncturelle et transitoire, mais **une crise de solvabilité**, c'est à dire une crise plus structurelle. La stratégie de gestion de la crise change alors puisqu'elle va être basée sur les marchés internationaux des capitaux et qu'elle va mobiliser les titres de créances négociables. C'est l'optique du **plan Brady** (Secrétaire d'Etat au Trésor américain) qui consiste en un allègement de la dette bancaire en échange de titres que l'on baptisera obligations Brady. Ils ont moins de valeur que la créance initiale mais ils sont garantis par le FMI ou la Réserve Fédérale et ils sont négociables sur les marchés financiers internationaux. Cette "titrisation" de la dette des PED à grande échelle permet aux banques internationales « imprudentes » d'éviter la faillite pure et simple par la mutualisation des risques, donc des pertes, permise par la globalisation financière d'autre part.

Au bilan, cette solution fonctionne plutôt bien puisque (i) le prêteur/créancier originel obtient des titres de créances (les obligations) voire des titres de propriété (actions sur le foncier ou sur le parc industriel) qu'il peut ensuite négocier sur les marchés internationaux des capitaux qui sont alors en plein essor (auquel ils contribuent dans le même mouvement) au cours des années 1990, et (ii) la dette des PED est restructurée en s'ouvrant aux marchés des capitaux donc à une diversité de bailleurs de fonds aux débiteurs et aux porteurs de projets de développement. Dans le même temps, elle scinde le groupe des PED en deux catégories : d'un côté, les mieux placés en termes de perspectives de développement (futurs pays émergents) qui se retrouvent avec une « simple » problématique de financement par le marché sur lequel, d'ailleurs, ils redeviennent vite emprunteurs nets ; de l'autre, les pays les plus pauvres qui vont rester piégés

par la dette, malgré des plans d'annulation de celle-ci notamment pour les Pays Pauvres Très Endettés (PTE) pour lesquels Banque Mondiale et FMI décident finalement en 1996 de ramener le stock de dette à un niveau soutenable et de la rééchelonner.

## Références

### Comment citer ce cours ?

TITRE, AUTEUR, AUNEGe (<http://auneg.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.